

À la une

3^e ÉDITION CANNES

RFCO
RENCONTRES
FORMATION / COMPÉTENCES DES
OUTREMERS

<https://uhfp.centre-info.fr/2023/3es-rencontres-formation-competences-des-outremers/>

ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES AU CŒUR DES 3^{es} RENCONTRES FORMATION-COMPÉTENCES DES OUTREMERS

Un temps de partage exceptionnel sur les politiques de formation et d'orientation. Élus et représentants des services formation des Régions la Réunion et Guadeloupe, des Collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, du Département de Mayotte et de la collectivité de Saint-Martin étaient réunis le 24 janvier 2023 à Cannes, à l'occasion des 3^{es} Rencontres formation-compétences des outremer (RFCO), organisées par Centre Inffo. Des solutions différentes sont recherchées selon les territoires, qui ont chacun leurs spécificités, mais *"c'est au service d'une même cause, celle de l'emploi et de la formation"*, comme l'exprimait Jennifer Linon, présidente de la commission formation professionnelle à la Région Guadeloupe. Ce dossier exceptionnel s'en fait l'écho.



LES TERRITOIRES ULTRAMARINS DRESSENT UN BILAN DE LEURS STRATÉGIES FORMATION

Lutte contre l'illettrisme et le faible niveau scolaire, offre de formations à développer, suivi au plus près des personnes et de leurs besoins en compétences, renforcement des liens avec le monde économique... Quatre ans après la promulgation de la loi "Avenir professionnel", quelle stratégie formation dans les territoires ultramarins ?

Laurent Gérard

La Guyane, du fait de l'étendue de ce territoire sud-américain, connaît un problème d'accès à la formation. Auquel s'ajoute une forte immigration et la diversité des langues parlées. Par ailleurs, 50 % de la population est très jeune. Le taux de jeunes ni en emploi ni en formation est de 30 %, et l'illettrisme concerne 33 % de la population, explique Karine Cresson-Ibris, vice-présidente en charge de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle. La Région compte donc "amplifier les efforts en changeant de méthode", via la construction de tiers lieux d'accès à la formation dans 12 des 22 communes de la Guyane. Cette proximité permettra "un travail plus poussé sur l'orientation et de lutte contre l'illettrisme". La création d'emplois est favorisée afin que puissent être déclinés des formations en parcours intégrés. Karine Cresson-Ibris confirme : "L'innovation consiste à partir de l'emploi et du besoin d'insertion pour aller vers la formation, et non l'inverse."

Karine Cresson-Ibris, vice-présidente de Guyane en charge de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle.



La table ronde "Trois ans après la loi, quelle stratégie formation dans les territoires ultramarins ?", le 24 janvier 2023 à Cannes.

Daoud Saindou-Malide, vice-président de Mayotte en charge de la formation et de l'éducation.

Partir de l'emploi et du besoin d'insertion pour aller vers la formation, et non l'inverse"

Économie bleue et verte

"En Guadeloupe, nous avons décidé d'être très à l'offensive, avec l'individu au cœur du système et une démarche très humanisée", affirme Jennifer Linon, présidente de la commission formation professionnelle, insertion et apprentissage. Avec l'accumulation de la crise sanitaire, des événements sociaux et climatiques, et de la montée de l'inflation, la Région a décidé de partir des difficultés pour lancer des appels à projet tous les six mois, assortis de bilans intermédiaires. Les objectifs sont de développer une "économie verte", liée aux défis écologiques, et une "économie bleue", liée à la mer et au tourisme. Et aussi de "faire de la Guadeloupe une île de tourisme de santé, avec offre médicale de qualité".

3 QUESTIONS À Karine Nabénésa, vice-présidente déléguée à la formation professionnelle et l'apprentissage, Région La Réunion



"Faire du développement humain l'axe prioritaire, former juste, plus et utile"

Quelle situation avez-vous trouvée lors de votre prise de fonctions, voici dix-huit mois ?

Le sujet était à l'abandon, alors que l'île compte 850 000 habitants, 156 000 demandeurs d'emploi, 40 000 décrocheurs, 100 000 illettrés et que 63 % de la population est de niveau *infra* bac. Et alors même que l'île compte beaucoup d'activité économiques nouvelles et de création d'entreprises.

L'avenant au pacte régional d'investissement a été signé avec l'État en mars 2022. Nous avons ouvert des sessions de formation dans des domaines nouveaux, en agriculture biologique, sport, photovoltaïque, intelligence artificielle au niveau licence, maîtrise... Surtout : nous avons systématiquement fait le tour des entreprises et des Opco pour renouer des contacts.

Le fait de délocaliser la formation dans les zones difficiles d'accès, d'offrir des remises à niveau aux candidats aux formations Afpa qui n'ont pas été pris, soit 700 sur 2 500 candidats. Mais aussi : signer avec d'autres Opco le même type de convention que nous avons signé avec Akto pour aller au cœur des entreprises et offrir aux nouveaux formés des expérimentations de travail ; lancer un appel à manifestation d'intérêt auprès des entreprises et des organismes de formation pour de nouveaux achats de formation avec accords-cadres, etc. Nous souhaitons également mettre en place un "chèque formation réussite" pour faciliter l'accès à la formation.

Quels sont, depuis, vos objectifs et premières actions ?

Faire du développement humain l'axe prioritaire, former juste, plus et utile. L'investissement sur la formation pèse désormais 109 millions d'euros, soit 10 % du 1 milliard de budget de l'île.

Quels sont vos projets pour aller plus loin ?

Aller vers plus de qualité, offrir des parcours proposant tout, tendre la main aux plus éloignés, aux laissés pour compte, afin de réparer l'estime de soi des jeunes et moins jeunes souvent hors circuit classique. Cela passe par

Propos recueillis par Laurent Gérard



Pour lutter contre l'illettrisme, toutes les agglomérations doivent désormais offrir une formation, le plus souvent montée avec des acteurs locaux, dans une logique de proximité, évitant les ruptures.

Les procédures sont allégées. Les Missions locales ne passent plus nécessairement par Pôle emploi pour former les jeunes. De même pour les Cap emploi, vis-à-vis de la population de travailleurs handicapés. Les indemnités des demandeurs d'emploi ont été augmentées pour qu'ils ne renoncent pas à la formation pour cause de frais de transports, parfois importants sur l'île. "L'innovation est de faire du sur mesure, façon cousu main, de créer un juste à temps en formation, souligne Jennifer Linon. Le temps administratif n'est pas le temps des gens qui ont besoin

REPÈRES

OUTRE-MER, UN JEUNE SUR QUATRE N'EST NI EN FORMATION NI EN EMPLOI

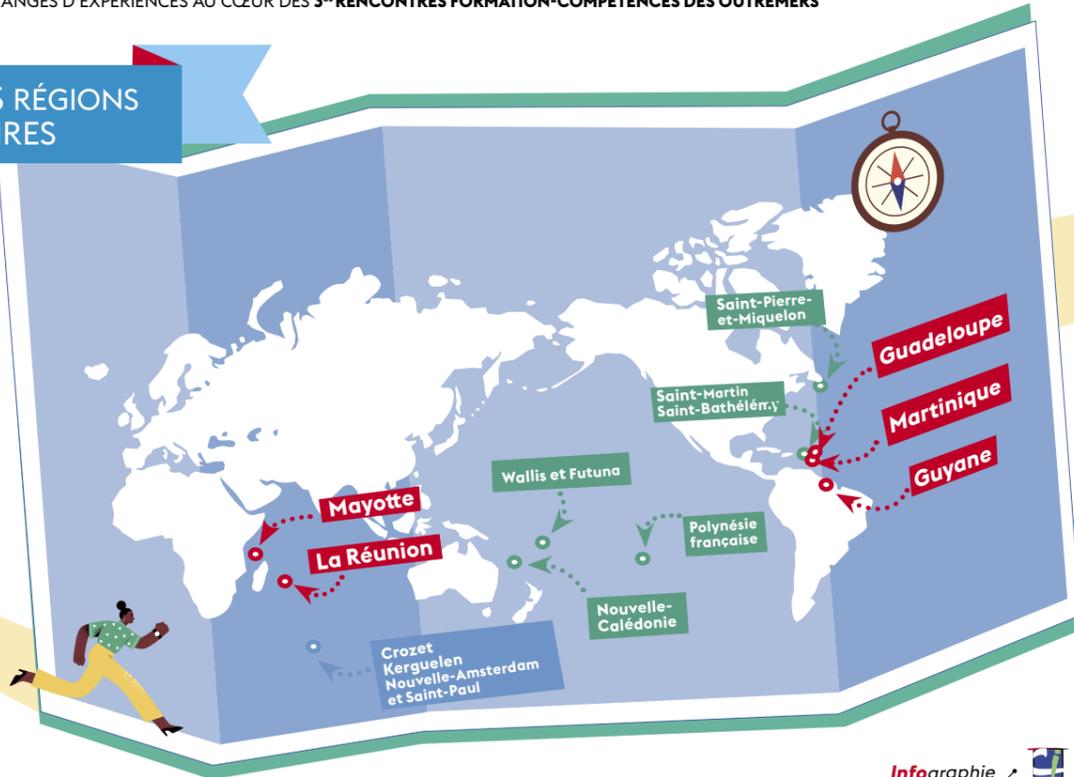
Selon l'Insee, 12,8 % des Français âgés de 15 à 29 ans étaient sans emploi, sans diplôme et sans formation en 2021, soit 1,4 million de personnes concernées. Mais la situation est plus difficile en outre-mer. La situation concerne 27 % des jeunes en Guadeloupe, 25 % en Martinique, 30 % à La Réunion et 36 % en Guyane. C'est plus de deux fois plus qu'en métropole. De manière générale, c'est "l'âge, en particulier parce qu'il est lié à l'arrêt progressif des études" qui "influe sur le nombre de jeunes en situation de Neet", explique l'Insee. Qui ajoute que si 8,3 % des jeunes entre 15 et 19 ans sont sans emploi ni formation, ils sont 38 % chez les 20-24 ans et 43 % chez les 25-29 ans.

OUTRE-MER : DES RÉGIONS ET DES TERRITOIRES

Collectivité territoriale ayant les compétences de Département et de Région (le système français de formation s'applique).

"Pays et territoire d'outre-mer", disposant d'un statut et d'institutions spécifiques (la formation est régie par une réglementation particulière).

District des Terres australes et antarctiques françaises.



Infographie Centre Info



Dominique Louisy-Démocrite, vice-présidente de Saint-Martin en charge du développement humain.

la formation. Les objectifs sont à présent de garantir l'accès à un service public de l'orientation, d'offrir un premier niveau d'accueil, d'adapter les contenus au local". Il faut faire monter en gamme les organismes de formation, poursuit Daoud Saindou-Malide, "aller vers les gens pour faire des formations à la carte, tout en luttant contre les rivalités inter villages". Il estime aussi qu'il faut revivifier le Crefop, "seul endroit où tous les acteurs sont représentés". Et il ajoute : "Notre gros problème concerne les 50% de la population non française, dont beaucoup de jeunes : que faire pour eux ?"

●●● de se former." Par ailleurs, la Guadeloupe souhaite relancer son Crefop (Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles) et renforcer l'aide à la création d'entreprises.

Offrir un premier niveau d'accueil

Mayotte connaît les mêmes problèmes, mais avec une forte intensité : illettrisme, immigration, pauvreté. Le taux de chômage est de 30 %, et 30 % de la population a un niveau scolaire bas, explique Daoud Saindou-Malide, vice-président en charge de la formation et de l'éducation. Le CPRDFOP 2019 avait prévu un accompagnement économique du territoire et des formations en conséquence, notamment autour des deux grands projets d'agrandissement de l'aéroport, et de l'arrivée du gaz du Mozambique. Mais tout cela nécessite d'améliorer l'efficacité de

Français langue non native

À Saint-Martin, "la nouvelle mandature souhaite aller vers la qualification en formant utile", affirme Dominique Louisy-Démocrite, vice-présidente en charge du développement humain. La population est majoritairement anglophone, hispanophone ou créolophone. Très peu parlent le français. "Il nous faut donc faire preuve d'innovation dans nos parcours linguistiques." Mais l'île manque d'infrastructures en raison des catastrophes naturelles survenues en 2017. Les autres objectifs ? Rendre opérationnel le Crefop, ouvrir une Cité des métiers, construire des formations courtes en concertation avec entreprises. Et continuer à aider les petites structures de formation à monter en compétences. "46 personnes de ces structures déjà été formées", indique Dominique Louisy-Démocrite. ●

DES SOLUTIONS POUR OPTIMISER L'ENTRÉE DANS LA VOIE PROFESSIONNELLE OUTRE-MER



Présentation précise des possibilités de formation, traitement des cas de décrocheurs avec l'Éducation nationale, homogénéisation des pratiques des tiers lieux d'accueil... Les territoires ultramarins ont conscience qu'une bonne information sur la voie professionnelle est primordiale.

Laurent Gérard



La table ronde "Orientation et entrée dans la voie professionnelle", le 24 janvier 2023 à Cannes.



À la Réunion, l'orientation est au cœur des politiques de formation, il faut parvenir à donner des infos pour tous, tout au long de la vie, en travaillant dans une logique de blocs de compétences, avec moins de linéarité", explique Karine Nabénéa, vice-présidente déléguée à la formation professionnelle et l'apprentissage. La connaissance des métiers est donc fondamentale. C'est l'objet des réunions organisées par la Cité des métiers. Mais son implantation est inégale. Il faut intervenir dans les parties les plus éloignées de l'île. Parmi les difficultés, l'affinage des appétences des néo-bacheliers qui connaissent une "sortie de route" en première année de faculté. La Région prévoit d'organiser des rendez-vous sur les métiers en tension en réunissant tous les partenaires, afin de créer un catalogue régional de la formation. "Il faut le faire avec l'Éducation nationale", souligne

Karine Nabénéa. Une cartographie des organismes de formation sera présentée très prochainement par le Crefop (Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnels) : "C'est une première. Le Crefop est primordial pour unir la lecture des mutations économiques et techniques, s'il est animé d'une volonté de travailler ensemble."

Un diagnostic du territoire

En Guyane, depuis 2014, un portail d'orientation était en place, mais une rénovation était nécessaire, observe Cécilia Toss-Zulemaro, qui travaille au service ingénierie des politiques de formation. Après la constitution de la collectivité unique réunissant Région et Département de Guyane, en 2015, un travail a été mené pour aboutir en 2021 à un nouveau service public régional de l'orientation. En mars 2022, la structuration de ce SPRO a été poursuivie et a débouché sur un annuaire ●●●



Marie-Claude Belin-Phèdre, directrice technique du pôle information, animation, professionnalisation de l'Agefma, le Carif-Oref Martinique.

des associations et structures, un diagnostic du territoire et des quatre bassins. Cette année 2023 doit voir le renforcement de la lutte contre le décrochage des jeunes, via la publication de guides (après-bac et post 3^e), et l'ouverture d'un portail grand public rénové. La Guyane envisage aussi des guides avec l'Onisep et le rectorat, avec notamment un focus sur les métiers du social et une cartographie des organismes de formation.

Village de la jeunesse

“À Saint-Martin, depuis novembre 2022, des choses se mettent en place, même si beaucoup reste à créer”, assure Jessie Daubahadour-Thénard, chargée de mission apprentissage et formation professionnelle. “Chaque semaine, une réunion rassemble l'Opco Akto, la préfecture et Pôle emploi, afin de faire une analyse des besoins des entreprises locales et de construire des plans de formations.” Un premier Salon de l'orientation, avec présence des Universités, a connu un grand succès. Un “village de la jeunesse” est envisagé avec la Mission locale, un Épic (établissement public à caractère industriel et commercial) l'est également pour un futur SPRO. Un travail est en cours avec l'Éducation nationale sur les décrocheurs, “mais sans beaucoup de solutions à ce

“L'orientation est au cœur des politiques de formation, il faut travailler dans une logique de blocs de compétences, avec moins de linéarité”

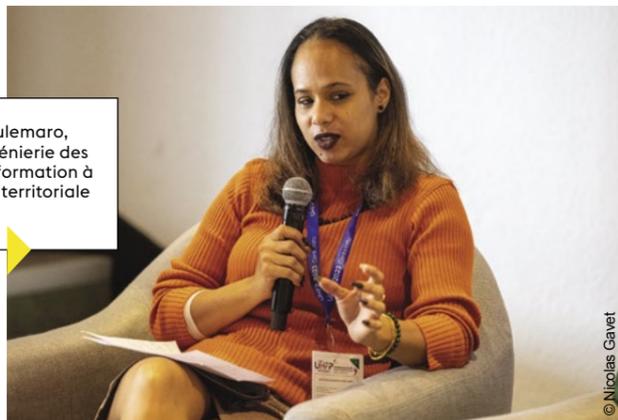
jour”. Une cartographie des organismes de formation existe, “mais elle n'est pas encore digitalisée”.

Réduire le temps de recherche

“En Martinique, dès 2012, un diagnostic territorial a été réalisé pour mieux structurer le service régional d'orientation”, précise Marie-Claude Belin-Phèdre, directrice technique du pôle information, animation, professionnalisation de l'Agefma, le Carif-Oref Martinique. Entre 2018 et 2019, l'organisation du service d'orientation s'est poursuivie. En 2019, l'outil a été déployé, donnant accès aux informations sur les formations, les rémunérations, etc. En 2023, l'accueil sera physique et dématérialisé.

“Faciliter les démarches en réduisant le temps de recherche est primordial”, insiste la directrice technique. La Martinique compte aujourd'hui 57 points d'accueil pilotés par 17 opérateurs qui y assurent un premier niveau d'accueil en direct, puis un second niveau. L'animation du réseau repose sur trois axes : synergie, culture commune, identité du service. Un référent est défini par structure.

Pour “homogénéiser les pratiques”, sont organisées des actions de professionnalisation et des actions de communication : douze vidéos sur les métiers en tension, une carte interactive des organismes et des offres de formation, avec actualisation quotidienne.



Cécilia Toss-Zulemaro, du service ingénierie des politiques de formation à la Collectivité territoriale de Guyane.

LUTTER CONTRE L'ILLETTRISME EN ARMANT LES ORGANISMES DE FORMATION

Illettrisme et analphabétisme sont des fléaux contre lesquels se mobilisent les territoires ultramarins. Mayotte et Saint-Martin constatent des taux dépassant parfois les 50 % de la population. Nouvelles démarches pédagogiques et recours au numérique sont les pistes tentées.

Laurent Gérard



En atelier “Lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme et prise en charge”, le 24 janvier 2023 à Cannes.



Mayotte est le département français où le problème est le plus criant : 58 % de la population est en situation d'illettrisme, 39 % en situation d'analphabétisme et 71 % des jeunes reconnaissent avoir des difficultés de lecture. “C'est dire si la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme constitue un enjeu majeur : elle représente l'axe 1 du pacte ultramarin de l'île”, souligne Housna Bamoudou, chargée de formation au Carif-Oref de Mayotte.

“Renforcer les capacités à communiquer, à maintenir sa confiance en soi, à être informé de ses droits au travail”

Une plateforme de lutte contre l'illettrisme a été mise en place par le Carif. Lequel propose trois modules informatiques, de 20 à 100 heures. 325 personnes y ont eu accès via les formations territorialisées délivrées par des acteurs locaux, et 304 les ont suivis à travers des formations CléA.

En 2023, CléA Numérique devrait être également proposé. Enfin, 95 personnes y ont eu accès en formation couplée. “Ces populations étaient constituées aussi bien de demandeurs d'emploi que de salariés, envoyés par leur employeur”, poursuit Housna Bamoudou. Par ailleurs, un “bus numérique” circule partout sur l'île pour apporter formation et médiation sur l'illettrisme : exactement 27 336 personnes en ont bénéficié en 2022. L'île porte également le projet de “maisons du numérique”, qui iraient plus loin que la connexion à des plateformes numériques, et offriraient des fab lab, des espaces de coworking.

Former les formateurs

Lutter contre l'illettrisme, l'analphabétisme et l'illectronisme, c'est aussi aider les prestataires de formation à s'armer face à ces fléaux. C'est tout l'objet de Mayotte-Eformation, une plateforme sur la fracture numérique, en cours de constitution, après le constat que 85 % des prestataires de formation ont arrêté leur activité en 2020 en raison du Covid, incapables d'assurer un suivi à distance dans 42 % des cas. Même sans la crise sanitaire, 70 % des prestataires souhaitaient expérimenter le digital.

Housna Bamoudou, chargée de formation au Carif-Oref de Mayotte.



Au micro, Marie-Alice Kichenin, chargée de mission Ressource handicap formation à l'Agefma (Association de gestion de l'environnement et de la formation de Martinique).

en charge par an pour lutter contre leur illettrisme en français, 14 % sont en sortie positive. *“Depuis 2022, souligne Fabiola Rioual, la priorité de la nouvelle majorité élue est de renforcer les compétences de base en lecture, écriture, technologie numérique, mais également de renforcer les capacités à communiquer, à maintenir sa confiance en soi, à être informé de ses droits au travail.”*

D'où le lancement de la plateforme Assimo, qui propose ces modules de savoirs de base, mais aussi des exercices interactifs et ludiques, accompagnés d'une période d'immersion en entreprise. Les cours en distanciel sont diffusés une fois par semaine via Zoom ou WhatsApp. La formule globale comprend 352 heures de formation et 105 heures d'insertion en entreprise. 31 stagiaires sont en cours de formation à ce jour.

Comment aller plus loin, quand on ne constate que 14 % de sorties positives ? *“C'est compliqué, d'autant qu'aucune étude Insee n'est en cours”,* puisque l'Institut intervient plus à Saint-Martin depuis 2016. *“Mais il faut bien commencer par quelque chose !”* La question sous-jacente est de savoir si ce territoire français doit lutter contre l'illettrisme dans une autre langue que le français, sachant que beaucoup d'habitants ont un premier niveau d'alphabétisation dans d'autres langues. ●



Fabiola Rioual, cheffe de projet Pic à la Délégation au développement humain de la Collectivité de Saint-Martin.

Concurrence anglais-français

À Saint-Martin, des dizaines de nationalités se côtoient au quotidien, sur une île des Caraïbes où la frontière avec la partie hollandaise est inexistante. *“C'est un territoire français où l'anglais prévaut”,* révèle Fabiola Rioual, cheffe de projet sur le sujet. Une étude menée sur 693 demandeurs d'emploi a révélé que 76 % sont illettrés en français ou que pour eux le français est même une langue étrangère. Depuis 2019, 50 personnes sont prises



OUTREMERS : RENFORCER LES LIENS AVEC LES ENTREPRISES ET LES OPCO

Affiner le contrat de plan régional, mieux faire connaître TransCo (transitions collectives), renforcer les relations avec les opérateurs de compétences... Les outremer témoignent qu'une grande partie de leur avenir se joue dans les bonnes relations avec les entreprises et leurs représentants. Focus lors des 3^{es} Rencontres formation et compétences des outremer, le 24 janvier 2023 à Cannes.

Laurent Gérard

Le CPRDFOP (contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle) repose sur un travail de concertation des acteurs, pour définir une stratégie commune sur la formation d'aujourd'hui et de demain (à cinq ans), avec des objectifs et des évaluations. C'est un schéma structurant, après un partage d'analyse au sein du Crefop (Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles). Il reçoit l'approbation de la Région, de l'État, des instances académiques... Mais ce n'est pas si simple.

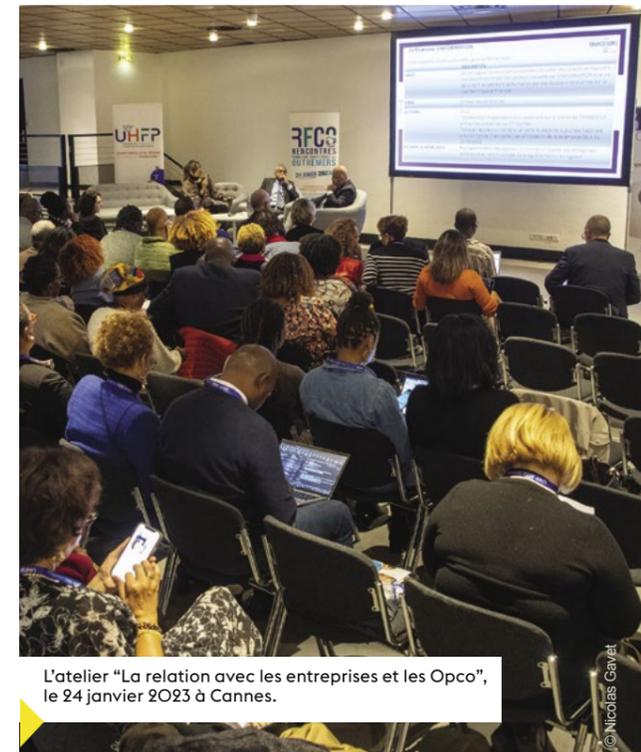
Actualiser en local

Les fédérations d'employeurs et les syndicats de salariés peuvent aussi en être signataires, mais *“les organisations paritaires en Guadeloupe ne prennent pas totalement part à ce travail”,* regrette Marie-Céline Étienne, directrice de la formation professionnelle de l'apprentissage, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire, au sein du Conseil régional.

C'est un travail *“très fastidieux”,* reconnaît-elle, que de réunir les informations sur les demandeurs d'emploi, les jeunes, les orientations des branches, alors qu'elles ne sont pas toujours bien organisées en local. De plus, il faut *“actualiser en local”* les attentes, le même coût et les mêmes examens qu'en métropole, ce qui n'est pas nécessairement pertinent.

Par exemple : *“En formation cuisine, la blanquette de veau ou le fraisier n'a pas beaucoup de sens en Guadeloupe.”* Ou encore : *“Suivre les personnes âgées en Guadeloupe, ce n'est pas pareil qu'en métropole, vu les habitudes culturelles et religieuses.”*

Les formations peuvent donc être plus chères, les rémunérations plus élevées, car les transports sont plus longs et coûteux. *“C'est nécessaire pour éviter le départ de jeunes”,* insiste Marie-Céline Étienne. Or, la Guadeloupe a connu une baisse de population en 2022.



L'atelier "La relation avec les entreprises et les Opco", le 24 janvier 2023 à Cannes.

Les salariés non-mobilisés sur TransCo

“Transitions Pro Guyane n'est pas vraiment une nouvelle structure, car c'est l'ex-Fongecif”, rappelle Ursula Folk, sa directrice générale. Mais l'accompagnement des salariés dans un projet de transition professionnelle reste très difficile sans l'aide des entreprises. Sur TransCo, les salariés *“ne se sont pas mobilisés, nous n'avons reçu aucune demande”.* Malgré des réunions avec Akto et Uniformation, EDF, Cegelec-Vinci et le Centre national d'études spatiales. TransCo nécessite un accord GEPP (gestion des emplois et des parcours professionnels). *“Le spatial ne va pas libérer ses salariés alors qu'ils n'ont pas fini de travailler. De son côté, EDF fait déjà de la reconversion avec ses Opco et ses fonds propres.”*

Axel Cournède, conseiller formation professionnelle et apprentissage de la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels.



Traduire les données des Opco en nombre d'actions de formation

les Opco", affirme Jean-Luc Minatchy, directeur de la formation professionnelle et de l'apprentissage au Conseil régional. Et de rappeler que la Réunion compte 850 000 habitants, 100 000 personnes en situation d'illettrisme, 40 000 neets (décrocheurs scolaires), 63 % de la population est de niveau *infra* bac, le taux chômage est de 18 %.

Cette politique passe par la construction pour la collectivité d'un outil de repérage des besoins et analyses en compétences, explique David Rivière, directeur de Réunion Prospectives Compétences (Carif-Oref) : "Nous avons compris rapidement que les Opco avaient des données, et qu'il fallait traduire les constats en nombre d'actions de formation."

Une veille est construite en réunissant les données de 40 bases de données partenariales, pour aboutir à la base unique "Syop.re". Ses objectifs sont aujourd'hui multiples : interagir avec les branches et les Opco (Akto a signé un partenariat, Ocapiat, Opco Mobilité, Afdas pourraient suivre), dynamiser les offres du SPRO (service public régional de l'orientation), accompagner l'apprentissage et les CFA, faciliter l'immersion des demandeurs d'emploi dans les entreprises. Et développer l'Afest (action de formation en situation de travail).

Ursula Folk, directrice générale de Transitions Pro Guyane.



••• Néanmoins, pour 2023, des partenariats sont en construction avec le Carif-Oref, l'Agefiph et Uniformation, également avec la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) de Guyane et l'ANLCL (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme).

Déconditionner

"Il est vrai que le bilan de TransCo est faible", intervient Axel Cournède, conseiller de Carole Grandjean. Le PTP (projet de transition professionnelle) est bien identifié par les salariés, pas

TransCo, dont le dossier de construction est jugé trop complexe. "Il faut le déconditionner au maximum, et avoir un dispositif de référence, reprend le conseiller. La question d'abonder le PTP se pose : il faut ouvrir le débat avec les acteurs."

Travailler la notoriété du PTP et de TransCo doit passer par les Opco, commente un représentant de La Réunion, intervenant depuis la salle : "Les DRH (directeurs des ressources humaines) ne sont pas assez pointus en formation !"

Interagir avec les branches

À la Réunion, après 2022 et le changement de mandature, "la Région a repris contact avec les entreprises et systématiquement tous



Centre Inffo
La référence des acteurs de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles

SAISISSEZ LES CLÉS DE LECTURE

des évolutions de la formation avec notre presse d'actualité

FAITES LE PLEIN DE COMPÉTENCES

avec nos formations en droit et ingénierie de la formation inter et intra entreprise

MAÎTRISEZ LES RÈGLES DU JEU

du droit de la formation pour remplir vos missions et exercer vos compétences

DÉCRYPTEZ LES SYSTÈMES FRANÇAIS & EUROPÉENS

les pratiques, les politiques et les initiatives françaises, européennes et internationales de la formation professionnelle

AFFINEZ VOTRE STRATÉGIE

avec notre équipe de consultants formation-certification

DÉCOUVREZ L'INNOVATION EN COURS

et débattiez avec décideurs et pairs lors de nos événements

COMPAREZ LES POLITIQUES RÉGIONALES

avec le benchmark de leur mise en œuvre dans les 18 collectivités territoriales

AU SERVICE DES ACTEURS RÉGIONAUX

Centre Inffo vous propose une information dédiée, actualisée en continu sur la mise en œuvre des politiques régionales de formation professionnelle, d'orientation, d'insertion et d'apprentissage des 18 collectivités territoriales :

- sur la rubrique **Régions** de www.centre-inffo.fr : l'actualité quotidienne du secteur en région, des dossiers thématiques (PRIC, Afest...), des publications sur les stratégies régionales
- avec le **fil twitter @inffo_regions** (8 000 followers) : en temps réel, le suivi des actualités et le point de vue des acteurs
- sur la **base de données** « Formation et apprentissage en région » : les mesures phares des politiques régionales (CPRDFOP, PRIC, conventions, aides régionales...)
- tous les 15 jours, dans le **magazine Inffo Formation** : les initiatives et innovations portées par les acteurs du secteur en région

CENTRE INFFO VOUS ACCOMPAGNE

centre-inffo.fr

centreinfo - centre-inffo
@inffo_regions
contact.regions@centre-inffo.fr

L'EXPERTISE DE NOS ÉQUIPES
AU SERVICE DE VOS ÉQUIPES

pour développer votre stratégie
formation - apprentissage - évolution
professionnelle



RÉALISEZ VOS PROJETS

AVEC

Centre Inffo

Partenaire des acteurs de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles

Consultez notre offre thématique sur
[www.centre-inffo.fr/produits et services](http://www.centre-inffo.fr/produits-et-services)

RENSEIGNEMENTS

contact.commercial@centre-inffo.fr



centre-inffo.fr

Centre Inffo